

## La reconfiguration des politiques des acteurs institutionnels dans la gestion environnementale en Algérie. Perspectives d'une démarche E-Gouvernance.

إعادة تشكيل سياسات الفاعلين المؤسسيين في الإدارة البيئية في الجزائر. مقترحات وأفاق نهج الحوكمة الإلكترونية

1.SADOUNI Tewfik, Université Abderrahmane Mira de Béjaia, Faculté des Sciences Humaines et Sociales,  
Béjaia .sadounitewfik@hotmail.fr

Date de soumission : 30./05/2021

Date d'acceptation : 22/07/21-2

### Résumé

Le développement des préoccupations environnementales en Algérie est causé par la prolifération de tous système de pollutions. En effet, la situation aggravante de l'environnement à initié les acteurs sociaux à y penser de prendre des mesures plus rigoureuses pour affranchir le défi de la protection de l'environnement. Pour cela, l'engagement de l'acteur institutionnel seul avec les approches classiques ne servira pas au développement des démarches démocratiques. Les nouvelles procédures que nous prétendent de développer est celle l'approche pluraliste des acteurs sociaux à savoir, l'acteur associatif, l'acteur médiatique, l'acteur citoyen et l'acteur institutionnel. Mais réalisé une approche participative nécessite des compétences réglementaires et technologiques afin d'arriver à son avancement. En effet, l'usage des nouvelles technologies d'information et de communication est devenue une nécessité primordiale pour s'avancer dans les démarches de E-gouvernance. Plusieurs plateformes peuvent être créer afin de faciliter ce passage entre le système de gestion classique (SGC) vers la E-gouvernance. Nous voulons développer dans cet article des différentes pistes sur la possibilité et la faisabilité d'une démarche participative à base d'une E-concertation légitimé par les pouvoirs publiques.

**Mots clés : Acteurs sociaux, E-participation, E-gouvernance, Environnement, Algérie.**

### ملخص

إن تطور الاهتمامات البيئية في الجزائر ناتج عن انتشار التلوث. في الواقع ، دفع الوضع البيئي المتدهور الجهات الفاعلة الاجتماعية إلى التفكير في اتخاذ تدابير أكثر صرامة للتغلب على التحدي المتمثل في حماية البيئة. لهذا ، فإن التزام الفاعل المؤسسي وحده بالمنهج التقليدي لن يخدم تطوير المقاربات الديمقراطية. الإجراءات الجديدة التي ندعي تطويرها هي النهج التعددي للفاعلين الاجتماعيين ، أي الفاعل التربطي والفاعل الإعلامي والفاعل المواطن والفاعل المؤسسي. لكن تحقيق نهج تشاركي يتطلب مهارات تنظيمية وتكنولوجية من أجل المضي قدماً. في الواقع ، أصبح استخدام تقنيات المعلومات والاتصالات الجديدة ضرورة أساسية للمضي قدماً في مبادرات الحكومة الإلكترونية. يمكن إنشاء العديد من المنصات لتسهيل هذا الانتقال من نظام الإدارة الكلاسيكي ( CMS ) إلى الحوكمة الإلكترونية. نريد أن نطور في هذه المقالة سبلاً مختلفة لإمكانية وجدوى نهج تشاركي قائم على الاستشارة الإلكترونية التي تم إضفاء الشرعية عليها من قبل السلطات العامة. الكلمات المفتاحية: الفاعلون الاجتماعيون ، المشاركة الإلكترونية ، الحوكمة الإلكترونية ، البيئة ، الجزائر.

### Introduction

La pratique dans la gestion environnementale en Algérie a souvent été dans les réflexions des politiques publiques. En effet, grâce à l'adoption de la loi cadre de 83\_03 sur la protection de l'environnement, l'Algérie s'est engagée dans la création des organismes institutionnels qui serviront ensuite à l'application des textes et des conventions qui ont été adoptés, ratifiés et signés par l'Algérie. Hélas, malgré l'arsenal juridique que le pays a octroyé après

l'indépendance mais l'application semble être moins apparente. En effet, l'observation sur le phénomène de la pollution donne plusieurs significations ; tels que l'insuffisance des moyens techniques et humains dans la gestion environnementale, l'incapacité de l'acteur institutionnel seul d'assumer les tâches qui lui sont assigné et le manque d'un contrôle fiscal rigoureux pour les acteurs pollueurs. Pour cela, l'intégration des autres acteurs sociaux dans la gestion environnementale est devenue une étape primordiale. Certes, l'Algérie n'est pas encore préparée pour une gestion concertée des problèmes environnementaux. La mise en application de cette démarche peut engendrer des résultats positifs. D'un côté sur l'acteur institutionnels qui va alléger ses interventions et d'autres part les autres acteurs sociaux qui seront responsables de leur environnement au niveau local et régional. Ce que nous appelons une gouvernance environnementale.

La mise en service de cette démarche pourra donc être réalisé par l'intervention des nouvelles technologies d'information et de communication. L'intervention des NTIC donnera un appui du moment où la visibilité virtuelle est beaucoup plus pratique en ce moment. Une démarche qui pourrait commencer par simple engagement sur les réseaux sociaux à la création d'un ministère de concertation qui travaillera davantage avec la phase électronique en arrivant à la création des applications locales et régionales de la E-gouvernance.

## I. Problématique de recherche

Dans l'état de fait, La participation citoyenne dans la gouvernance locale semble être moins consulté de la part de l'acteur décideur. Pour cela, le développement des conflits sociaux est une réalité inévitable. En effet, chaque année les collectivités locales et régionales enregistrent plusieurs nouveaux mouvements sociaux relatif à l'environnement. Ces mouvements sont souvent encadrés par l'acteur associatif qui se présente comme un acteur clé de l'environnement. Ce qui laisse les pouvoirs locaux se soumettre aux conditions et exigences que l'acteur associatif lui proclame. Souvent, les recommandations de l'acteur citoyen non exoré à cause de leur nature exigeante par rapport à l'accès des pouvoirs locaux par des moyens et des solutions qui ne sont pas favorables ou disponibles. A cet effet, l'acteur institutionnel reconfigure ses politiques à chaque soulèvement citoyen chose qui coûte aux pouvoirs locaux et qui laisse les autres priorités démesurer. Cependant, le recours à une gouvernance partagée et concertée deviendra avec le temps une exigence et son application profitera d'une exposition aux nouvelles technologies pour y arriver. Les pouvoirs locaux essaient d'une manière timide de se lancer dans cette démarche numérique par rapport aux acteurs sociaux qui développent à chaque fois des réseaux de partage d'information locale et régionale qui sont ensuite ségrégués en action réelle sur le terrain.

### I.1. Objectifs de la recherche

À travers cette observation, nous voulons développer une analyse rigoureuse sur les perspectives d'une action E-gouvernance dans le domaine environnemental. Cette action sera identifiée par une analyse diagnostic sur la faisabilité sociale de l'action électronique pour développer ensuite une action sociale environnementale concertée. En effet, à travers cette analyse nous représentons les différentes pistes possibles pour qu'une gouvernance développera au niveau local puis régional. Cette représentation nous permet d'identifier les différents acteurs potentiels qui peut être intégré dans les démarches de E-gouvernance et quels seront les capacités techniques à la réaliser. Nous terminerons nos objectifs par une

propositions d'une plateforme numérique de la gouvernance environnementale locale qui sera dénommé PNGEL. Pour arriver à cette réflexion nous avons basé notre recherche sur une question principale qui est la suivante : **Comment peut-on s'engager en tant qu'acteur institutionnel dans une démarche numérique pour développer la gouvernance environnementale ?**

## I.2. Hypothèses de recherche

Pour répondre à notre questionnement, nous avons visualiser des pistes probables pour qu'elle aboutira à un résultat de fait. Ces visions sont formulées en hypothèse de recherche comme des réponse probable à valider et justifier.

Hypothèse 0 : La problématique de conflit environnementaux entre les acteurs sociaux prendra une ampleur si le développement d'une action de concertation ne sera pas mis en service. Pour cela, manifesté une reconfiguration d'une politique publique à travers un partage d'information et de solution sera envisagé par l'acteur institutionnel et appliqué par les autres acteurs en respectant la cohabitation des idées et le maintien de principe d'une décision consulté, négocié et accepté par la majorité.

Hypothèse 1 : la mise en service d'une démarche de gouvernance environnementale sera développée en amont par une reconfiguration numérique des acteurs institutionnels et acteur décideurs et adopté par un redressement des engagements citoyens via une plateforme de partage qui sera ensuite ségrégué par une action sociale commune. Et en aval par le maintien d'une politique de E-gouvernance sur chaque projet environnemental destinée à l'intérêt public.

## I.3. Méthodologie de recherche

La démarche méthodologique de notre recherche est inscrite dans une analyse mixte. Une qualitative. Cette analyse qui va nous permettre d'approfondir nos connaissances sur le sujet. Et pour combler l'insuffisance théorique, la technique de l'observation indirecte réglera nos besoins d'en savoir plus sur le sujet. L'observation indirecte méthodique *est le complément indispensable de l'observation directe. Elle utilise les données documentaires concernant l'objet envisagé dans l'enquête. Dans toutes les sociétés à écriture, les données documentaires constituent le point de départ le plus sûr et le plus commode de l'enquête sociologique. Toute recherche portant sur des groupes de localité urbains ou ruraux et d'une façon générale sur tous les groupements organisés ne saurait négliger l'ensemble documentaire que constituent les recensements, les registres d'état civil, les registres paroissiaux, les documents juridiques et économiques, les cadastres, etc. Mais l'utilisation des données documentaires intervient également dans l'étude des réglementations sociales et, d'une façon plus générale, des paliers les plus profonds de la réalité sociale.*<sup>1</sup>» En effet, nos analyses seront penchées vers l'analyse de quelques engagements numériques des acteurs institutionnels de l'environnement en Algérie. Via l'analyse des plateformes numériques disponibles et les pages des réseaux sociaux numériques. Notre analyse portera sur leurs communications sur les questions

<sup>1</sup> Textes de méthodologie en sciences sociales choisis et présentés par Bernard Dantier "Outils de l'enquête sociologique et enquête sur les outils sociologiques : Georges Granai, Techniques de l'enquête sociologique" Extrait de: Georges Granai, Techniques de l'enquête sociologique, in George Gurvitch, Traité de sociologie, tome premier. Paris, Presses Universitaires de France, 1967, pp. 135-151.

environnementales comment ils procèdent ? c'est quoi leurs contenus ? et leurs discours partagés ?

Une analyse quantitative à base d'un questionnaire distribué pour les acteurs sociaux concernées par notre recherche via l'usage de google formulaires. L'envoi de questionnaire était effectué par mail et par des contacts officiels avec les pages officielles et sponsorisé pour les différentes directions et organismes liée à l'environnement. Pour cela, nous avons obtenu 127 réponses sur 200 questionnaires distribués.

## 2. l'inscription théorique de la recherche

Chaque recherche a besoin d'une approche sociologique. Cette approche aide la recherche a ce développé avec un appui théorique afin d'essayer de projeter ces résultats sur la réalité et aussi afin de contribuer à sa continuation. Dans notre recherche nous avons visé l'acteur sociale dans sa démarche numérique. Pour cela, nous avons choisie l'approche fonctionnalistes relativisé ou modérée développer dans la pensée de Robert King Merton. Cette approche confirme l'existence d'un fonctionnement et dysfonctionnement dans un processus social donnée. En effet, dans notre recherche nous voulons faire savoir sur le fonctionnement de l'usage de numérique dans la démarche d'une gestion de secteur environnementale. Pour enfin analyse la possibilité de son fonctionnement et quelles seront les indicateurs de son dysfonctionnement. Mais aussi cette approche sera appliquée par analyser les actions manifesté ou latente et leurs sens et aussi les différents statut et rôle qui peuvent être intégré dans une procédure de E-gouvernance.

### 2.1. Quelles démarches participatives en Algérie ?

L'Algérie est pluriel, diversifié sur plusieurs cultures, traditions et comportements. Pour cela, prendre une vision d'une démarche fonctionnaliste unifié ne peut pas être reconnu. La projection de la théorie reste avec des certaines spécificités qui répondent au contexte social algérien. En effet, « *Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'Algérie adhère aux protocoles liés au développement durable et tente de répondre aux injonctions de bonne gouvernance. Ceci s'est concrétisé, dans le domaine relatif à la ville, par la mise en place des méthodologies participatives dans les projets... Cette affirmation manifeste mérite pourtant que l'on s'interroge. Est-ce la fin d'un gouvernement à la culture jacobine, basé sur une gestion centralisée et la naissance d'une nouvelle manière de gérer la ville, laquelle privilégie une gestion partagée incluant les différents acteurs ?* (Messoudene & Messoudi, 2016)

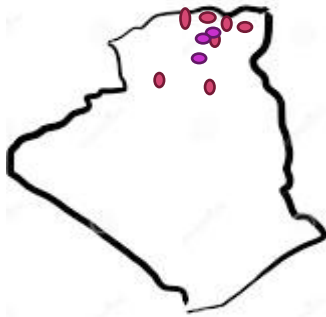
En effet, les premiers responsables de secteur de l'environnement en Algérie encouragent les différentes initiatives pour une démarche participative de l'environnement. Mais, sa mise en application reste sans suite à cause d'un manque de l'aspect juridique et la manière dont les acteurs peuvent s'engagé. Donc ce cas, c'est une fonctionnalité dysfonctionnelle que nous pouvons attribuer.

## 3. Résultats et interprétations sociologiques

### 3.1. Description de l'enquête et l'échantillon d'enquête

Afin de développer de nouvelles solutions avec l'Action Environnementale en Algérie et pour mettre le numérique au service de l'application, nous avons souhaité mieux comprendre la

place du numérique dans les pratiques professionnelles des acteurs sociaux, mais aussi le regard et le diagnostic qu'ils portent aujourd'hui sur la place du numérique dans le parcours d'une action participative. En effet, rendre la participation environnementale à un stade de numérique c'est un début de développement d'une E-gouvernance environnementale.



8 grandes villes

3 Villes moyennes

127 questionnaires  
répondus

Pour cela, nous avons essayé de faire des analyses à base d'observation sur l'usage des NTIC chez les acteurs environnementaux dans 7 grandes Villes à savoir : Alger, Tizi Ouzou, Béjaia, Annaba, Setif, El Taraf, Adrar, Ouargla. Aussi 3 villes moyennes c'est-à-dire comme Bouira, Akbou et Djelfa.

Le choix de notre échantillon est par une sélection choisie les régions connues par un soulèvement des citoyens sur les conditions de vie et la situation de l'environnement. Annaba sur la problématique de d'El Kala et l'inacceptabilité de passage de l'autoroute sur la réserve mondiale ou même sur ses périphériques. Alger, sa situation de dégradation de l'environnement et l'insuffisance des services publique de combler la problématique des déchets. Tizi Ouzou, plusieurs soulèvement citoyens proclamant un cadre de vie sain et propre. Ville de Béjaia avec la problématique de gestion des déchets et le manque d'une stratégies alternatives pour sa gestion...etc. Pour cela, notre choix est favorisé par l'existence d'un phénomène socio-environnemental ce qui nous implique en tant sociologue de l'environnement dans la recherche sur les mesures prises et les stratégies développées par les acteurs environnementaux.

Nos observations donc sont focalisé par les acteurs environnementaux que nous définissons comme suit « L'acteur environnemental c'est tout acteur intervenant dans le domaine de protection, préservation et valorisation de l'environnement. En effet, l'acteur environnemental en Algérie peut être un acteur institutionnel comme personne moral (Direction de l'environnement wilayale et communale, Inspection, maison de l'environnement, Assemblée populaire communal ou Wilaya...etc.). Aussi, un acteur associatif engagé dans la protection de l'environnement, un acteur médiatique (journalistes investigateurs sur l'environnement) ou un acteur expert de l'environnement (Bureau d'étude Technique Environnementale) et enfin une entreprise privée qui exerce dans le secteur de l'environnement. Tous les acteurs cités interviennent dans la gestion environnementale.

### 3.1. Faisabilité social et techniques de numérique dans les pratiques de l'acteur institutionnel dans l'action environnementale en Algérie

À l'ère du numérique, l'acteur de l'environnement en Algérie possèdent toutes opportunités pour qu'il soit engagé dans une démarche de gestion participative numérique. Mais, le manque d'une volonté est derrière se long engagement. En effet, l'acteur institutionnel qui est fortement recommandé d'établir une communication publique environnementale dans chaque évènement et chaque problématique qui nécessitent d'être diffusé prend toujours le relais d'un acteur qui communique juste quelques événements. Dans quelques analyses que nous avons faites sur l'usage de numérique nous avons conclue par des conclusions qui sont pertinentes.



### **68% des enquêtés jugent le numérique comme élément indispensables dans les pratiques des professionnels de l'environnement en Algérie.**

Cependant, la problématique numérique demeure encore aujourd'hui l'élément pauvre des politiques d'établissements au sein de l'Action environnementale en Algérie. Cela se traduit concrètement par l'absence de procédure systématique de développement numériques des usagers (équipements et connexion). Aussi avec l'absence d'une formation initiale des futurs intervenants en environnement à ces enjeux et la difficulté à établir des ponts avec les acteurs du numérique et à proposer des solutions innovantes et pérennes d'accompagnement des usagers. Effectivement, la volonté des acteurs de l'environnement en Algérie demeure timide dans ce qui concerne l'engagement vers le numérique.

Hérité d'une tradition classique de gestion celle de camoufler l'information pour éviter les feedbacks sociaux et garantir une visibilité neutre de l'organisme. Mais, actuellement l'acteur institutionnel et environnemental s'est trouvé dans l'obligation de communiquer tous dans un temps où tout est connecté et le développement des canaux de diffusion ne se mets pas à leurs profits.

En effet,



**'70% des institutions n'ont pas un service numérique au sein de leurs organismes.'**

Cette réalité laisse les acteurs institutionnels de l'environnement dans un retard éminent pour garantir cette visibilité numérique. Dans notre temps l'image est devenue une priorité pour chaque organisme pour qu'il soit visualisé par les usagers. En Algérie quelques initiatives pour l'implantation du numérique au sein des institutions, mais elles restent d'une manière informelle.

L'Algérie s'est lancé dans le projet de E-Algérie 2013 pour la modernisation de l'administration publique dans une démarche initié par le Fond Monétaire International (FMI) appel le Nouveau Management Public (NMP). Certes, le pays a établi une commission en 2008 qui garantira un développement dans le style de management public. Cette commission est organisée par plusieurs actions qui a pour objectif de redynamiser l'opération Ousratic à travers l'octroi de microordinateurs individuels et de lignes haut débit, l'offre de formation et la disponibilité de contenus spécifiques à chacun des segments de la population. Ensuite, Augmenter considérablement le nombre d'espaces publics communautaires pour enfin Élargir le service universel à l'accès à Internet. Plusieurs actions ont été développé et observé dans de différents secteurs en Algérie mais à travers une nouvelle ère de technologie parce le plan E-Algérie est résolu. Nous citons à titre d'exemple celle l'administration publique relative au ministère de l'intérieur. Cette dernière a développé le guichet distant, les guichets pour les étrangers...etc. Mais notre recherche se focalise sur les acteurs Del 'environnement à savoir les directions de l'environnement.

L'usage de numérique dans le ministère de l'environnement peut être classé comme une action moyennement développée. Vue les diffusions sur le site, ce dernier nécessite une amélioration. Parce qu'on réalité le site ne développe pas une communication importante mais une communication triomphale unilatérale et moins interactive. Certes, le site a développé une certaine flexibilité de ce qui concerne les dossiers, autorisations, guides et manuels etc. Mais, pour l'ouverture d'une plateforme interactive, il existe deux types de formulaire de contact, le premier relatif aux doléances et réclamations qui ne possède pas vraiment des réponses sur les

recommandations citoyennes. Le deuxième c'est plus interactif destinée aux nouveaux projets startup relatif à l'environnement qui avait un délai de réponse de 15 jours au maximum.

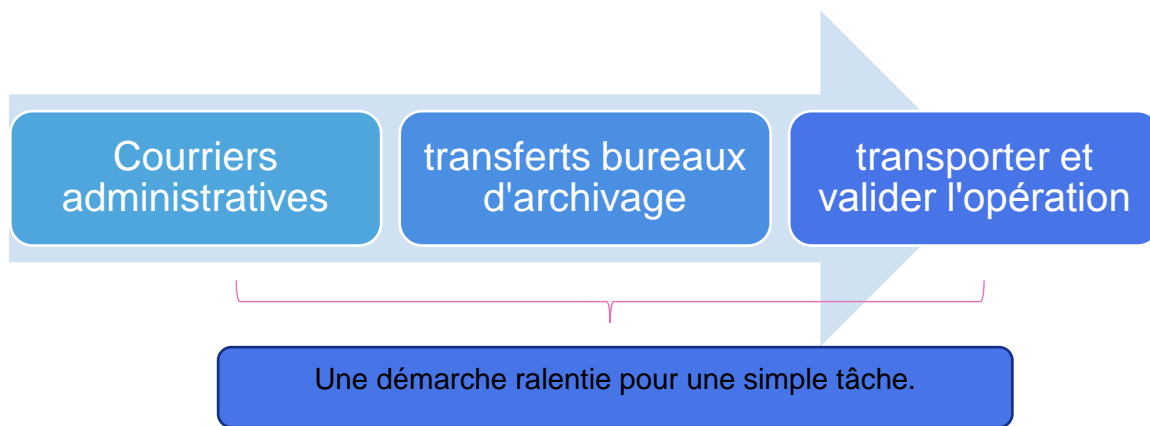
Mais, nous avons remarqué qu'il n'existe pas un service d'intranet ou d'extranet entre le ministère et les différentes directions à l'échelle national. Le seul usage de numérique entre la tutelle et les subordonnés c'est l'mailing ou le fax. Une gestion à la traditionnel aussi est observé par l'usage des courriers et correspondance administratives ce qui ralentit quelques cas d'urgence. D'après nos enquêtés



**86% des directions de l'environnement utilisent le fax et l'Email comme moyen de communication interne.**

Mais vis-à-vis la tutelle, la correspondance administrative papiers est toujours le moins approprié sauf dans quelques cas d'urgence.

**Figure n° 1 : Démarche classique de communication interne entre tutelle et direction régionales et wilayaes.**



**Source : réalisé par nos soins.**

La solution est d'intégrer un nouveau système de communication interne afin de faciliter la tâche et de minimiser le temps perdu dans les versions traditionnelles.

Pour les directions de l'environnement, le recours vers l'usage des réseaux sociaux numériques est largement observé. En effet, 100% de nos enquêtés ont répondu d'avoir ouvert des pages de Facebook pour communiquer l'environnement. Mais, nous les avons analysés pour en savoir plus le discours diffusé, les réactions et la visibilité. Nous les avons décortiqués comme suit :

**Tableau n°1 : Analyse sur les pages Facebook des Direction de l'environnement**

Direction Grandes villes	Acquisitions	Adhérents	Action et réaction	Visibilité
Annaba	Oui	4 787	Faible	Faible
El Tarf	Oui	4 530	Faible	Faible
Tizi Ouzou	Oui	5 285	Moyenne	Faible
Béjaia	Oui	1 748	Moyenne	Faible

Ouargla	Oui	696	Moyenne	Faible
Adrar	Non	///	////	Faible
Sétif	Oui	1 803	Moyenne	Faible
Alger	Oui	2 826	Faible	Faible

Source : résultats de l'enquête.

Les directions de l'environnement ont ouvert des pages officielles pour leurs organismes afin d'être visuel pour leurs citoyens mais leurs activité et réactivité ne sont pas développée à cause de manques d'expériences dans la gestion numérique et le manque d'un savoir faire pour se lancer dans les réseaux sociaux et en même temps le manque d'une volonté de développer ce genre d'initiatives envers les autres acteurs sociaux.

### 3.1.1. Possibilités et recommandation techniques d'intégration de l'acteurs institutionnels de l'environnement dans la démarche numérique de Gestion

En effet, quelques points que nous avons développée afin de rendre plus claire l'idée de l'intégration de secteur de l'environnement dans la gouvernance.

La mise en place des réseaux **LAN Local Area Network** ou bien le réseau local dans les différentes directions de l'environnement afin de permettre une bonne diffusion de l'information au niveau locale. Puis un développement des réseaux **WAN (Wide Area Network)** c'est un réseau avec une large diffusion géographique qui peut se limiter à une région complète. Cela peut aider les bureaux d'hygiène communaux et les directions de l'environnement communales de se contacter dans manière sécurisé et leurs permettent de communiquer les anomalies de l'environnement et les besoins des acteurs institutionnels de l'environnement.

Les deux réseaux sont des supports de transmission d'informations géographiquement délocalisées comme par exemple entre les différentes communes d'une même wilaya. En effet, la mise en service de ces réseaux, il est nécessaire que le pays développe une mise en service des SIG (Système d'information géographique) pour ensuite arriver à construire une base de données importantes sur les différents emplacements des déchetterie, centre d'enfouissement technique et autres équipement collectif de gestion environnementale. Afin de développer ces procédures le renouvellement des outils informatiques et l'acquisition d'un service numérique, visioconférence est devenu indispensables. Le système d'information peut localiser les différentes anomalies relatives à la gestion environnementale dans une région. La numérisation des fichiers qui a dématérialisé les documents, quelle que soit leur nature, l'information est devenue numérique, accessible à distance instantanément

Cependant, pour lettre en œuvre tous ce que nous avons déjà exposé, une reconfiguration des plans de formations pour les effectifs et les experts sera une démarche importante pour les institutions publiques.

De ce fait,



**79%** des enquêtés n'ont jamais suivi une formation sur les nouvelles technologies d'information et de communication.

Et **93%** veulent des formations sur les nouvelles technologies et la E-Gouvernance.

L'opportunité de numérique pour les acteurs institutionnels de l'environnement peut prendre une démarche rapide si la volonté des politiques publiques est claire pour se lancer dans les diffusions de l'information environnementale qui est un droit citoyen.

### 3.2. La mise à l'épreuve des capacités socio-institutionnelles pour une action de E-communication environnementale

La mise en service d'une action de E-communication chez les acteurs institutionnels, pour communiquer l'environnement, est toujours liées aux capacités financières, humaines et techniques. En effet, la volonté des acteurs d'être plus productifs est l'élément essentielle pour son lancement. L'acteur institutionnel avec ses veilles habitudes et tradition d'une gestion classique de secteur de l'environnement n'est pas encore près à affranchir ce changement au niveau de son institutions. En effet, nous avons obtenus **une corrélation** entre **l'âge, la formation** de l'enquêteur et **sa motivation** pour un changement vers la **numérisation** de secteur et **dématérialisation des procédures** administrative et bureaucratique. Nous avons obtenu les résultats suivants :

**Tableau n°2 : Influence de l'Âge sur le choix de changement vers le numérique et dématérialisation des procédures bureaucratique**

Effectif		Motivation pour le changement												Total	
		Non motivé		Peu motivé		Moyenne ment motivé		Plus motivé		Plus que motivé		Motivé surement			
Âge	[20-30]	0	0 %	0	0%	10	<b>40 %</b>	8	32 %	7	28%	0	0%	2	100
	[30-40]	0	0 %	0	0%	14	<b>35.8 %</b>	7	17.94 %	13	33.33%	5	12.82%	3	100
	[40-50]	14	<b>33.3 %</b>	1	28.57 %	10	23.80%	4	9.52 %	2	4.76 %	0	0%	4	100
	[50 et plus ]	6	28.57 %	1	<b>52.38 %</b>	2	9.52 %	1	4.76 %	1	4.76 %	0	0%	2	100
Total		20		2		36		20		23		5		12	100

Source : Résultats de l'enquête.

D'après les résultats obtenus et exposé dans le tableau n°2, nous pouvons constater que la volonté et la motivation vers le changement des habitudes ne touche pas que la catégorie des jeunes mais aussi la catégorie ancienne. Le résultat illustre que :

**66,14% de nos enquêtés sont motivés à différents degrés de numériser le service de l'environnement et dématérialiser les procédures classiques**



Cela laisse une porte ouverte sur les obstacles qui ont laissé le développement de la E-gestion environnementale et le maintien d'un système de E-gouvernance. Nous les avons identifiés pour que nous puissions ensuite les analyser. Analyser leurs faisabilités et analyser les obstacles rencontrés.

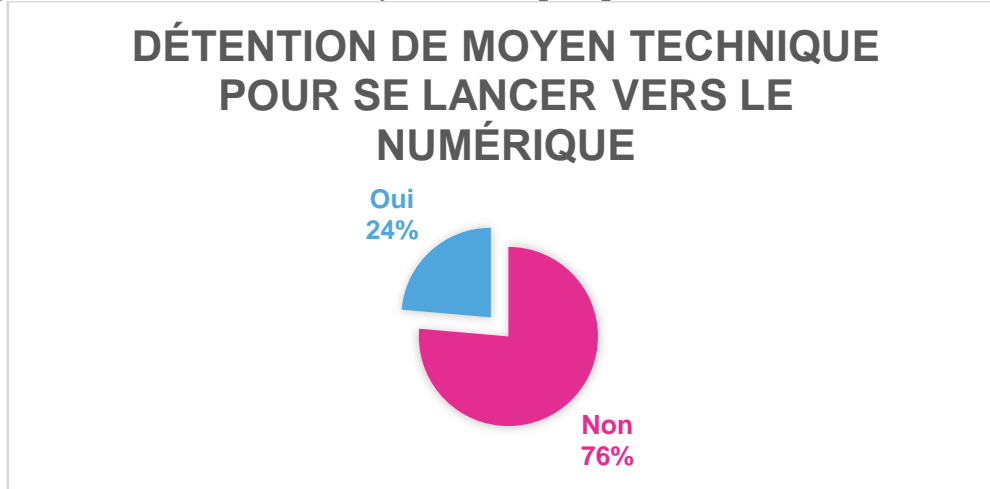
### 1. Obstacle d'ordre socio-politiques

Le non engagement de l'Algérie dans la démarche d'Open Government ne donne pas plusieurs opportunités de s'ouvrir sur la E-Gouvernance. Et aussi l'ouverture sur les nouvelles technologies est timide et rétrécie politiquement. En effet, l'ouverture de l'Algérie sur Open Government donne d'autre chance d'être encadré et subventionner par l'organisation.

### 2. Obstacle d'ordre techniques

La faisabilité technique d'un projet de numérisation de service de l'environnement en Algérie nécessite des moyens techniques qui répondent à l'ampleur de ce projet. Actuellement dans une période où le pays connaît une austérité, sa mise en service ne sera pas préférable.

**Figure n °2 : Détention des moyens techniques pour se lancer vers le numérique**



**Source : résultats d'enquête**

À 76% l'acteur institutionnels de l'environnement ne détient pas les moyens pour se lancer dans une numérisation des service et numérisation de sa communication. En effet, la répartition des budgets dans ce secteur néglige la part de l'audiovisuel et le numérique dans la rentabilité et le développement interne.

### 3. Obstacle d'ordre organisationnel

L'acteur institutionnels est engagé d'une manière timide dans les formations sur les nouvelles technologies d'information et de communication. Ils existent plusieurs formations et formateurs privée que l'acteur institutionnel peut consulter afin d'avoir les devis et les idées sur les différentes formations qui peuvent être programmé. Le partenariat avec l'institut privé sera parmi les solutions pour au moins se lancer dans la

formation des formateurs. L'engagement peut être aussi avec l'acteur associatif qui semble être bien positionner dans la e-communication environnementale.

### 3.3. Perspectives et propositions d'une démarche E-participative

La participation en ligne consiste à favoriser l'engagement des citoyens et à les amener à une gouvernance participative au moyen des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de l'environnement en Algérie. Tout porte à croire à l'expansion rapide de la participation en ligne en tant qu'outil pour l'engagement et la collaboration renforcée entre les gouvernements et les citoyens. Mais, dans notre pays cette engagement reste un tabou qui ne nécessite pas beaucoup de réflexion par la nature de sujet et la non adéquation comportementale. Cependant, son objectif est d'améliorer l'accès à l'information et aux services publics ainsi que de promouvoir la participation à l'élaboration des politiques, à la fois par l'autonomisation du citoyen en tant qu'individu et de l'intérêt de la société dans son ensemble.

Cette offre de service est largement appliquée actuellement dans plusieurs pays. Pas forcément des pays développés mais même plusieurs initiatives dans les pays en voie de développement comme la Tunisie avec l'application BAWSALA qui sert à diffuser les dernières décisions et débats effectués dans l'assemblée nationale dans le but de rendre l'information transparente. Ainsi que le développement d'une E-participation sociale en Tunisie aussi grâce à un site internet <http://www.e-participation.tn/>. Cette avance permettra de simplifier la participation et de rendre les décisions concertées. Le même exemple avec le Maroc qui développa une plateforme de concertation et E-participation <https://www.eparticipation.ma/>.

En Algérie La démarche participative menée s'appuie sur les spécificités locales c'est-à-dire sur quelques comportements locaux et régionaux. La mise en application d'une démarche E-participative dans le domaine de l'environnement en Algérie est pour l'instant relative à des initiatives informel et non réglementé. En effet, l'obstacle de la réglementation d'une démarche participative dans le domaine de l'environnement reste toujours un obstacle de l'ordre politique.

#### 3.3.1. La E-participative dans le domaine de l'environnement et l'imaginaire de E-Gouvernance en Algérie

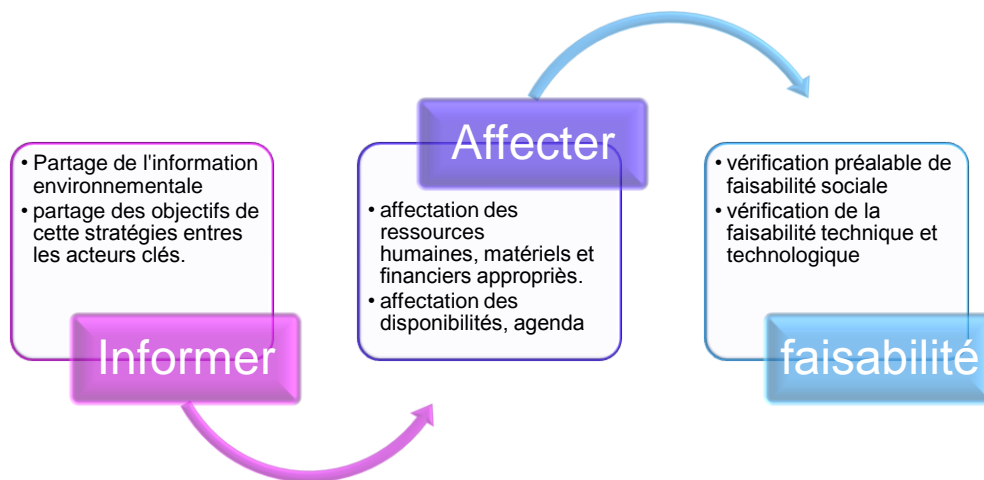
Pour élaborer une démarche de E-participation de publique dans les projets environnementaux il faut déjà une démarche de participation sociale. C'est-à-dire, la première étape est d'être déjà dans la mesure de faire une concertation publique réelle. Afin d'élaborer cette démarche de participation, nous l'avons divisé en deux phases.

##### 3.3.1.1. Phase n°1 : Stratégie de participation, l'objectif et sa faisabilité

L'élaboration d'une telle stratégie est essentielle pour concevoir une démarche de participation publique transparente et effective dans le domaine de l'environnement en Algérie. Afin de commencer il faut bien poser la question **Pourquoi cette stratégie ?** La réponse à cette question est dans les objectifs de la démarche elle-même. En effet, chaque stratégie commence l'esprit de partage.

- Le partage des informations sera la première chose que l'acteur initiateur du projet prendre en considération. Les informations recueillies, à cette étape, permettront aux responsables de mieux planifier la démarche et d'en vérifier les différents aspects auprès des autorités compétentes.
- Une stratégie de participation efficace favorise une prise de décision éclairée et l'affectation des ressources humaines et matériels nécessaires à son déploiement. Elle permet de bien circonscrire l'objet de la démarche tout en tenant compte du contexte dans lequel elle s'inscrit.
- Pour mener à bien cette phase, il est important d'établir des objectifs clairs et de déterminer les engagements des autorités compétentes, qui seront communiqués au public. Ces engagements permettront aux participantes et aux participants d'évaluer les bénéfices qu'ils retireront de la démarche. Il s'agit d'une occasion de préciser les paramètres de la démarche et d'établir des scénarios de participation réalistes. Vous trouverez ici-bas les principales activités à accomplir pour concevoir une stratégie qui aura une influence sur l'efficacité et la crédibilité du processus participatif.

Figure n° 3 principes d'une stratégie de participation agréger



Source : réalisé par nos soins.

La première phase soulève plusieurs questionnements et pour affranchir cette étape, nous posons la question **quelles sont les principales activités à accomplir pour élaborer une stratégie de participation ?**

Cette réponse a pour objectif de **déterminer les objectifs de la démarche de participation** par leurs précisions en premier lieu.

**Exemple d'action :** Nous voulons établir une participation de publique sur les horaires de collectes des déchets dans la ville de Béjaïa. Les objectifs qui seront attendus sont :

- Dégager un consensus sur un enjeu particulier
- Recueillir une pluralité de point de vue auprès des citoyens 'associations, expert...etc.
- 

**Comprendre le contexte en deuxième lieu.** Prendre comme exemple la description brève de contexte décisionnel dans lequel s'inscrit la démarche de participation publique. Ensuite évaluer le caractère délicat de la politique publique dans son contexte sociopolitique et prévoir des modalités participatives en adéquation avec ce caractère.

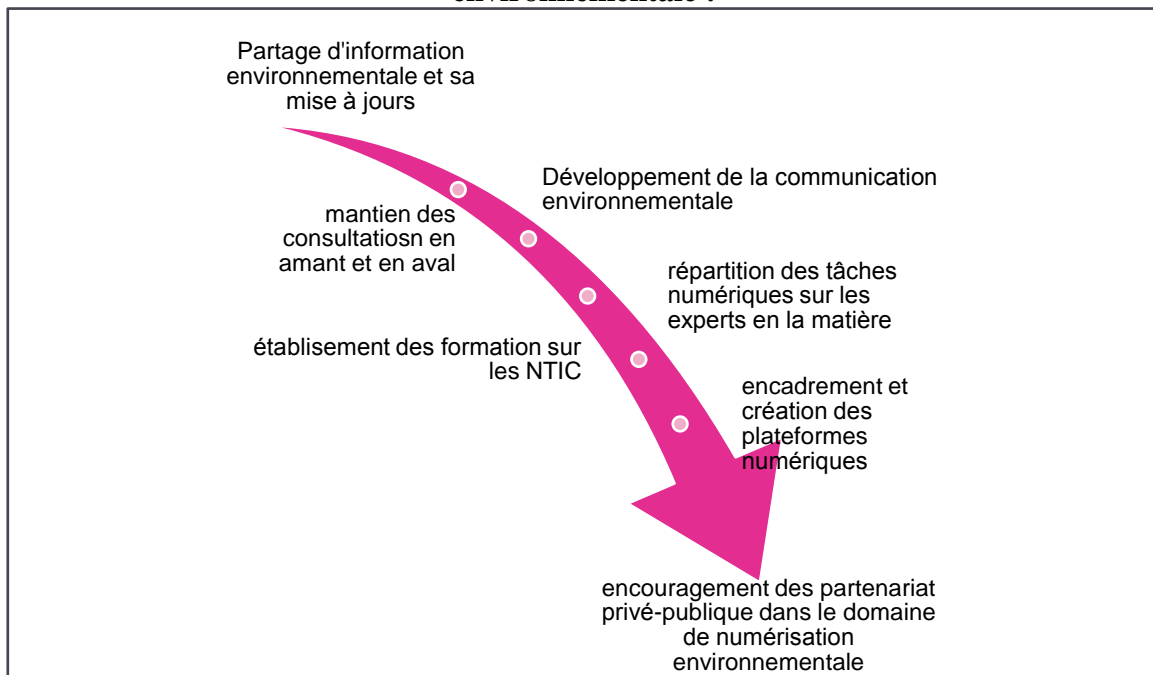
**Troisièmement définir l'objet de la démarche** de participation publique. Citons comme exemple documenter la problématique à laquelle vise répondre la politique publique. Prévoir des rencontres préparatoires afin d'échanger sur les différents enjeux et sujets à aborder au cours de la démarche de participation publique. Ces rencontres permettent également de recueillir des observations quant aux engagements des autorités et des personnes participantes et au choix des mécanismes.

### 3.3.1.2. La phase n°2 : Numérisation de l'action participative

« Les profonds changements induits par les technologies numériques dans les secteurs marchands sont également à l'œuvre dans les services publics. C'est une opportunité à saisir pour renforcer l'efficacité des services administratifs et, plus généralement, celle des services publics via une double dimension d'innovation de procédé et de produit. » (Yann, Bacache-Beauvallet, & Perrot, 2016)

Les dispositifs numériques qui sont susceptibles d'amplifier la participation citoyenne ainsi que les usages qui en découlent sont nombreux. En Algérie, il n'existe pas des plateformes de participation électronique dans le domaine de l'environnement. À part quelques initiatives individuelles comme les blogs, pages Facebook et d'autres réseaux sociaux. Mais, ils restent à chaque fois informels et parfois illégaux qui veut dire d'une autre manière inconsultable par les acteurs décideurs. Pour cela, l'ouverture des politiques publiques sur la culture de partage devient une nécessité pour que leur politique soit transparente et claire. De ce fait, pour numériser l'action participative dans le secteur de l'environnement de la demande quelques étapes pour la rendre efficace. Nous les avons organisés dans la figure ci-dessous.

**Figure n°4 : étape primordiale pour la numérisation d'une participation environnementale :**



Source : réalisé par nos soins.

## 4. Les Civic-Tech comme moyen innovateur pour la E-Gouvernance

Déjà afin d'améliorer cette technique il faut savoir de quoi parlons-nous ? c'est quoi les Civic-Tech ?

Civic tech. C'est un ensemble de deux termes qui, à l'échelle de la **participation citoyenne**, ne sont associés que depuis peu. Depuis le développement des nouvelles technologies de l'information et de communication. Pourtant voilà bien une dizaine d'années qu'Internet est utilisé pour la mobilisation citoyenne et la démocratisation du débat public. Aujourd'hui, la technologie permet d'aller bien au-delà d'une démarche de gestion traditionnelle qui se base sur deux notions **Décider- Exécuter**.

La **civic tech**, raccourci de "civic technology", représente l'ensemble des outils numériques mis en place dans le but de **replacer le citoyen au cœur du système démocratique et de renforcer son pouvoir d'agir**. C'est un outil de **reconfiguration des politiques de participation dans la prise de décision**. Une partie d'entre elles œuvrent avec les institutions pour repenser la démocratie représentative en incluant encore plus fortement les **citoyens**.

### 4.1. Quelle est la place des civic tech dans la participation citoyenne en Algérie ?

Ces outils de technologie civique sont une réponse à la défiance des citoyens envers les élus. (e).(s) et le système politique actuel. En effet, en Algérie nous observons qu'une marge importante de manque de confiance qui s'installe entre les acteurs institutionnels et le citoyen. Pour cela et afin de prendre le rapprochement entre institution et citoyen, le recours vers les technologies d'information et de communication est devenue un parcours politique importante.

La civic tech invite à la transparence des institutions et un changement dans les pratiques de gouvernance. Au vu de l'ampleur que les civic tech prennent, il ne serait pas prétentieux de dire que l'avenir politique n'est plus envisageable sans. En effet, la civic tech recèle de nombreuses avancées technologiques en **faveur de la transparence et du droit à l'information des citoyens**. Les acteurs de la civic tech ont développé une multitude d'initiatives pour **améliorer l'impact du citoyen sur l'action publique et les décisions politiques** à l'échelle internationale mais aussi au niveau régional, maghrébin. L'une des premières expériences que nous pouvons citer celle de la Tunisie et celle du Maroc.

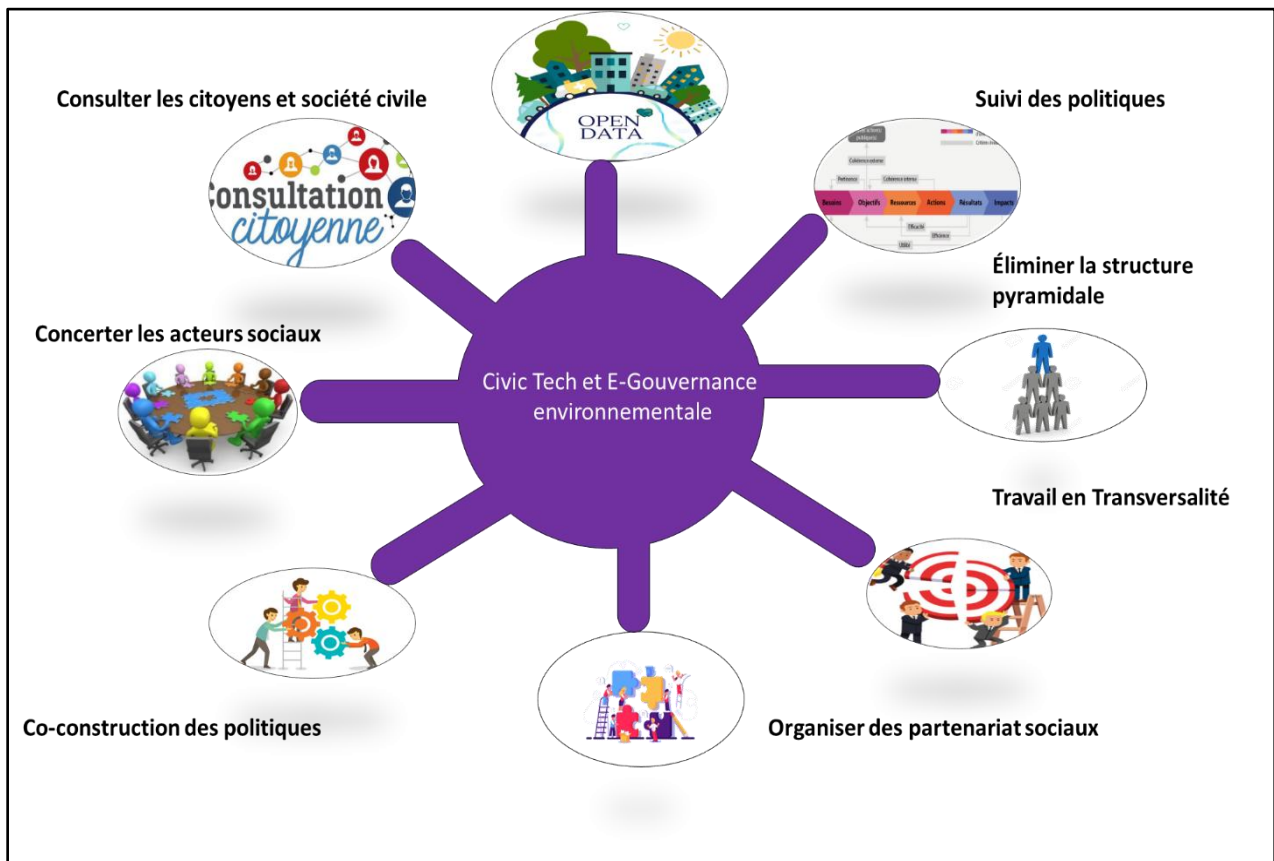
**« La réalité sur la Civic Tech en Algérie est toujours ambiguë à cause des politiques publique très rétrécie sur la question d'ouverture vers un gouvernement ouvert. »**

Pour cela, Parmi les différentes fonctionnalités déployables pour **une meilleure communication à l'échelle locale** et la mise en place d'une démocratie participative au sein de la commune à travers un développement de l'usage de Civic Tech, il est important d'adapter l'outil choisi à ses besoins, et de définir les priorités. En premier lieu une **présentation complète de la commune** sera toujours utile, et permettra non seulement de partager les secrets historiques, mais aussi de lister les services de la mairie, présenter l'équipe municipale, et partager les liens utiles avec les acteurs sociaux comme les citoyens et les associations. Une présentation image permettra de mettre la commune à l'honneur, et un agenda rappellera à tous les habitants les événements à ne pas louper tels que les événements environnementaux.

Le partage de médias (photos, vidéos, PDF) et d'informations peut se faire via un système de **publications d'actualités**, permettant aux habitants d'être informés en temps réel de tout ce qu'il se passe dans leur commune. Toutes décisions qui seront prise seront affiché et communiqué.

Secundo, créer un système d'alertes font souvent partie des fonctionnalités phares et parmi les plus utiles : avertir par notification push, email ou SMS les habitants des dangers imminents est primordial et sera très apprécié. La commune peut communiquer aussi les travaux environnementaux routine comme, horaire de collecte de déchets...etc. L'usage d'une messagerie directe permettra de gagner du temps et d'éviter des rendez-vous inutiles ou des appels en mairie.

**Figure n°5 : Processus des CIVIC Tech sur la E-gouvernance environnementale en Algérie**



**Source : Réalisé par nos soins.**

Pour réaliser une Civic Tech en Algérie, nous avons collecté ces recommandations pour les mettre enfin pour éclaircir les modalités de développer un processus de gouvernance pour l'environnement. Pour cela, la première démarche commence par l'ouverture des données et des informations aux grand publique. Ces données contiennent les décisions, les projets et les initiations pour l'environnement. Ensuite, un suivi des politiques publiques seront faite par un contrôle rigoureux des réalisations qui ont été élaboré par les acteurs institutionnels dans le domaine de l'environnement. L'étape la plus importante c'est d'éliminer le travail pyramidal ou les décisions sont prise de Haut en Bas pour enfin organiser des partenariats entre les

différents acteurs susceptibles d'être impliqués dans la gestion environnementale. Dans le deuxième processus le développement de la co-construction est proclamé avec l'ouverture des consultations sur les projets et développé ensuite un concertation publique environnementale.

## Conclusion

Le maintien des piliers de développement durable en Algérie nécessite une approche de gouvernance territoriales et locales. Pour cela, afin de prendre en considération toutes ces mesures, l'obligation d'une démocratie participative entre acteur décideur et acteur influenceurs est devenue primordiale. « *Le thème de la gouvernance semble depuis quelques années irréductiblement liées à la réalisation du développement durable et plus précisément aux interrogations de nature sociétale sur les problèmes environnementaux. La prise en compte des contraintes environnementales apparaît ainsi comme le terrain privilégié d'expérimentation pour une modernisation de l'action publique, qui se manifeste notamment par l'émergence de nouvelles formes d'organisation entre les acteurs.* » (Beurain, 2003)

La E-gouvernance dans le domaine de l'environnement est nécessaire pour éviter les différents conflits socio-environnementaux développés en Algérie. *Il semble y avoir un consensus sur les principes du développement durable et de la responsabilité sociale. Toutefois, il y a divergence au niveau opérationnel. Le défi réside dans l'intégration verticale (niveaux international, national, local) des stratégies et des normes à employer et dans la coordination des actions. Pour ce faire, des changements structurels doivent s'articuler autour de quatre grands axes : méthodologique, politique, institutionnel et culturel.* (Bigras, 2009)

## Référence Bibliographiques

- Algan, Yann, Maya Bacache-Beauvallet, et Anne Perrot. « Administration numérique », *Notes du conseil d'analyse économique*, vol. 34, no. 7, 2016, pp. 1-12.
- Bernard Bigras, « Gouvernance et environnement : engagement politique, social et économique pour le présent et pour la société de demain », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [Online], Hors-série 6 | novembre 2009, Online since 26 Novembre 2009,
- Christophe Beurain, « Gouvernance environnementale locale et comportements économiques », *Développement durable et territoires* [Online], Dossier 2 | 2003, Online since 07 February 2004
- Messaoudene, Maha, et Karima Messaoudi. « Quelle « démocratie » participative en Algérie ? », *La Pensée*, vol. 385, no. 1, 2016, pp. 61-70.
- Textes de méthodologie en sciences sociales choisis et présentés par Bernard Dantier "Outils de l'enquête sociologique et enquête sur les outils sociologiques : Georges Granai, Techniques de l'enquête sociologique" Extrait de : Georges Granai, Techniques de l'enquête sociologique, in George Gurvitch, Traité de sociologie, tome premier. Paris, Presses Universitaires de France, 1967, pp. 135-151.